



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 14ème législature

politique sociale

Question au Gouvernement n° 818

### Texte de la question

#### POLITIQUE ÉCONOMIQUE DU GOUVERNEMENT

M. le président. La parole est à M. Lucien Degauchy, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire. *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

M. Lucien Degauchy. Avant de poser ma question à M. le Premier ministre, je veux m'adresser à Mme Taubira, qui n'a pas répondu à notre collègue Luc Chatel. Allez-vous, oui ou non, madame la garde des sceaux, saisir la justice ?

Un an, monsieur le Premier ministre ! Oui, cela fait maintenant un an que vous conduisez notre pays, et, malheureusement, vous l'envoyez dans le mur. *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)* Et ne dites pas, sous peine de ridicule, que c'est la faute de l'ancienne majorité, comme vous l'avez fait en réponse à notre ami Le Maire.

Avec vous, la France va intégrer le livre des records, mais, malheureusement, quels tristes records !

Tout d'abord, le record du chômage, avec, chaque jour, 1 300 chômeurs supplémentaires, ce qui porte leur nombre total à près de 4 millions. Du jamais vu ! Cela résulte notamment de la hausse des charges qui pèsent sur les entreprises et de celle de la TVA sur le bâtiment et la restauration, deux activités qui, on le sait, ne sont pas délocalisables.

C'est aussi un record de matraquage fiscal, et, malheureusement, tout le monde trinque : les retraités, que vous avez taxés, les familles, puisque vous projetez de réduire le quotient familial et le montant des allocations familiales, les ouvriers et les employés, à cause de la fiscalisation des heures supplémentaires.

C'est un record de promesses électorales trahies, les promesses faites aux ouvriers de Florange, Petroplus et du site d'Aulnay-sous-Bois de PSA, par exemple.

M. Jean-Pierre Dufau. Changez de veste !

M. Lucien Degauchy. Le bateau coule, monsieur le Premier ministre. *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)* Quand prendrez-vous conscience de la situation que vous avez créée ? *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe UMP.)*

M. le président. La parole est à M. Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances.

M. Pierre Moscovici, *ministre de l'économie et des finances*. Monsieur le député, il y a une chose dont nous avons pris conscience depuis longtemps, depuis onze mois : c'est la situation dans laquelle vous avez laissé ce pays après dix ans d'exercice du pouvoir et après cinq ans de sarkozysme. *(Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

M. Lucien Degauchy. Tout mais pas ça !

M. Yves Censi. Vous êtes aveugle !

M. Pierre Moscovici, *ministre*. Je suis obligé de le répéter : si la situation est si difficile, si le redressement demande autant d'efforts, s'il demande autant de temps, c'est parce que la situation dégradée que vous avez laissée est tragique.

Un député du groupe UMP. Ben voyons !

M. Pierre Moscovici, *ministre*. La dette publique a augmenté de 600 milliards d'euros en cinq ans, le nombre de chômeurs a augmenté d'un million en cinq ans, la compétitivité française s'est affaïssée, et l'industrie a été affectée notamment par la perte de 750 000 emplois en dix ans.

M. Claude Goasguen. Parlez de vous, un peu !

M. Pierre Moscovici, *ministre*. C'est précisément cette situation que la majorité, en comptant sur les atouts de la France, en faisant confiance aux Français, en s'appuyant sur leur talent et sur les entreprises françaises, en faisant confiance à toutes les forces de notre pays, sous l'égide du Premier ministre, redresse.

M. Claude Goasguen. Que faites-vous ?

M. Pierre Moscovici, *ministre*. Hier, votre assemblée a adopté le programme de stabilité et le programme national de réforme à une nette majorité. Ils traduisent un double effort de redressement : le redressement des comptes publics et celui de l'appareil productif sont les deux faces d'une même médaille. Nous avons trouvé le bon rythme (*Sourires et exclamations sur les bancs du groupe UMP*), le rythme qui permet de redresser les déficits publics, en faisant en sorte de ne pas affecter la croissance, le rythme qui permet d'agir en profondeur sur l'appareil productif, sur la compétitivité, qui est au coeur de notre politique, le rythme qui permet la modernisation de l'administration publique.

Alors, oui, ça prend du temps, mais la France est en train de se consolider, de se redresser, avec l'espoir du redressement, de la croissance et de la lutte contre le chômage. C'est cela, ce que nous faisons, pour réparer les dégâts de votre politique. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Lucien Degauchy](#)

**Circonscription :** Oise (5<sup>e</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 818

**Rubrique :** Politique économique

**Ministère interrogé :** Économie et finances

**Ministère attributaire :** Économie et finances

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [25 avril 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [25 avril 2013](#)